



---

Discours du président de la Confédération Alain Berset

A l'occasion de la 67<sup>e</sup> session de la Commission de la condition de la  
femme

Discussion générale

---

Madame la Présidente,

Mesdames, Messieurs, Excellences,

En 1949 déjà, Simone de Beauvoir nous avait pourtant mis en garde, lorsqu'elle écrivait : « Rien n'est définitivement acquis. Il suffira d'une crise politique, économique ou religieuse pour que les droits des femmes soient remis en question. »

Si les conditions des femmes et des filles se sont généralement améliorées dans le monde au cours des dernières décennies, et bien nous savons toutes et tous que le chemin vers l'égalité est encore très long.

Nous observons même avec inquiétude que la tendance, jusque-là positive, tend à s'inverser.

Elle tend à s'inverser parce que les crises actuelles ont un impact disproportionné sur les femmes qui occupent en général des emplois moins sûrs et moins rémunérés.

Les femmes sont ainsi les premières à ressentir les effets cumulés des crises: la diminution des emplois, l'inflation, l'augmentation de la violence de genre. De telle manière que les acquis des dernières décennies sont aujourd'hui menacés.

Et pourtant, Mesdames et Messieurs, nous connaissons les solutions. Ces solutions, non seulement elles existent, mais en plus elles sont formulées depuis longtemps dans différents instruments multilatéraux. Des instruments que les Etats doivent respecter, à

commencer par la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes.



Mon pays, la Suisse, s'engage pour le respect de l'état de droit et du droit international. Et nous savons qu'un cadre normatif international fort, et surtout sa mise en œuvre par les Etats, c'est le meilleur moyen de protéger les individus et d'assurer le développement de sociétés qui soient égalitaires et inclusives.

Nous sommes également, dans ce contexte, convaincus que le respect des droits humains est absolument essentiel, notamment pour l'établissement d'une paix durable. C'est une conviction qui oriente le mandat actuel de la Suisse au Conseil de sécurité.

Regardons maintenant 25 ans, ou presque, en arrière. Depuis l'an 2000, et l'adoption de la résolution 1325, nous sommes toutes et tous d'accord qu'une paix durable n'est possible qu'avec une participation pleine et égale des femmes.

C'est pour cela que nous devons poursuivre notre engagement en faveur de la mise en œuvre de l'Agenda femmes, paix et sécurité et appeler, ou rappeler, tous les Etats à continuer à se mobiliser pour la pleine mise en œuvre de cette résolution 1325.

Mesdames, Messieurs, Excellences,

Outre le droit international, la transformation numérique en cours est un puissant levier pour l'autonomisation des femmes et des filles.

Les nouvelles technologies peuvent être à même de faciliter la vie de toutes et tous, des femmes en particulier.

Mais si les femmes doivent pouvoir exploiter tout le potentiel de la numérisation - on peut penser aussi bien sûr dans ce contexte bien sûr à l'intelligence artificielle - elles doivent également pouvoir en influencer le développement.

Parce que ces nouvelles technologies comportent aussi des risques, notamment - le risque principal probablement - de reproduire les biais de genre en raison d'algorithmes discriminatoires.

Les femmes restent toutefois encore sous-représentées dans les filières scientifiques, alors que ce sont aussi ces filières scientifiques qui peuvent influencer ces éléments.

- En Suisse par exemple, elles ne représentent que 37% des personnes diplômées dans ces branches.



- L'augmentation de la part des femmes suivant une formation dans ces domaines constitue d'ailleurs une des priorités de la Stratégie suisse Egalité 2030.

Les nouvelles technologies alimentent aussi les violences fondées sur le genre. Cette violence en ligne pousse les femmes et les filles à quitter le cyberspace, les empêchant aussi de faire ainsi valoir leurs idées et de participer au débat.

La Suisse accorde une très grande importance au potentiel des nouvelles technologies. Nous nous engageons de manière à ce que ces nouvelles technologies favorisent le développement durable et garantissent l'égalité des genres. Et nous le faisons dans le cadre des négociations de la convention-cadre sur l'intelligence artificielle du Conseil de l'Europe notamment. Nous soutenons également l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE) en vue d'améliorer la sécurité des femmes journalistes.

La société civile dans ce cadre joue aussi un rôle majeur pour le développement d'un monde numérique respectueux des droits humains.

- J'aimerais ici mentionner l'exemple de l'association féminine suisse Alliance F et son projet « Stop Hate Speech », qui détecte les propos haineux sur la toile et leur apporte un contre-discours efficace.

Mesdames, Messieurs,

Nous disposons des outils juridiques et techniques qui permettent de garantir l'égalité entre femmes et hommes.

Aujourd'hui, il nous revient aujourd'hui, à nous toutes et tous, de les mettre en œuvre afin d'assurer une paix et un développement durables.

Très bonne conférence à toutes et à tous, et merci de votre attention.



Speech by the President of the Confederation Alain Berset

On the occasion of the 67th session of the Commission on the Status of  
Women

General discussion

---

Madam President,  
Ladies and Gentlemen, Excellencies,

In 1949, Simone de Beauvoir had already warned us, when she wrote « Nothing can be taken for granted. A political, economic or religious crisis will be enough to call women's rights into question. »

While conditions of women and girls have generally improved around the world in the past decades, we all know that the road to equality is still long.

We even observe with concern that the positive trend tends to be reversed.

Indeed, the current crises have a disproportionate impact on women, who generally work in less secure and lower-paid jobs.

They are the first to feel the cumulative effects of the crises: jobs losses, inflation, and increased gender-based violence. So much so that the few achievements of the last decades are now threatened.

And yet, Ladies and Gentlemen, we know the solutions. They have long been enshrined in various multilateral instruments that must be respected by States, starting with the Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination against Women.

My country, Switzerland, is committed to the rule of law and international law. A strong international normative framework and its implementation by States is the best way to protect individuals and ensure the development of an egalitarian and inclusive society.



My country is also convinced that respect for human rights is essential for the establishment of a lasting peace. This conviction guides our current mandate in the Security Council.

Let's now look back 25 years or so. Since the year 2000 and the adoption of resolution 1325, we all agree that a lasting peace is only possible with the full and equal participation of women.

This is why we have to continue our commitment to the implementation of the Women, Peace and Security Agenda and to calls on all States to continue their efforts for the full implementation of Resolution 1325.

Ladies and Gentlemen, Excellencies,

In addition to international law, the ongoing digital transformation is a powerful lever for the empowerment of women and girls.

New technologies can indeed make life easier for women.

But if women are to be able to exploit the full potential of digitization and artificial intelligence, they must also be able to influence its development.

Because new technologies also carry risks, including the risk of reproducing gender biases due to discriminatory algorithms.

However, women are still underrepresented in scientific fields, even though it is also these scientific fields that can influence these elements.

- In Switzerland, for example, women account for only 37% of graduates in these fields.
- Increasing the proportion of women studying in these fields is one of the priorities of the Swiss 2030 Gender Equality Strategy.

New technologies also fuel gender-based violence. This online violence pushes women and girls out of cyberspace, preventing them from expressing their ideas and participating in the debate.

Switzerland attaches great importance to the potential of new technologies and is committed to their promotion of sustainable development and guarantee gender



Schweizerische Eidgenossenschaft  
Confédération suisse  
Confederazione Svizzera  
Confederaziun svizra

Swiss Confederation

equality. Switzerland does so in the context of the negotiations of the Council of Europe's Framework Convention on Artificial Intelligence. Switzerland also supports the Organization for Security and Cooperation in Europe (OSCE) to improve the safety of women journalists.

Civil society also plays a major role in the development of a digital world that respects human rights.

- One example is the Swiss women's association Alliance F and its "Stop Hate Speech" project, which detects hate speech on the web and provides effective counter-speech.

Ladies and Gentlemen,

We have the legal and technological tools to guarantee equality between women and men.

It is now up to all of us to implement them in order to ensure sustainable peace and development.

Very good conference to all of you, and thank you for your attention.